



APPEL AU BOYCOTT DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ECOLE NATIONALE DES GREFFES

Cher-e-s collègues,

Les trois syndicats représentés au sein de l'ENG appellent au boycott de l'assemblée générale programmée lundi 9 décembre 2019. Cette décision a été le fruit d'une longue réflexion, d'absence de réponses et la conséquence d'une rupture du dialogue social désormais avérée.

Votre absence à ce temps particulier ne sera pas vain. En effet, un boycott réussi obligera la direction à rédiger un rapport de carence adressé à la direction des services judiciaires ; nous demandons que le présent appel soit annexé à celui-ci.

Puisque le dialogue au niveau local est vain, puisque la considération des efforts que vous fournissez tous n'est portée que pour faire briller l'école sans prise en compte de vos difficultés quotidiennes, il ne reste plus qu'à alerter la chancellerie.

Diviser fait aujourd'hui partie des méthodes de management d'une direction qui ne s'attarde pas sur le bien-être de ses personnels au profit de chiffres toujours en croissance.

Alors même que les règles élémentaires du management sont enseignées au sein de cette école (compte-rendu de réunion, bienveillance, écoute...), nous constatons qu'elles restent lettre morte dans leur application quotidienne.

Depuis des mois nous alertons la direction sur les conditions de travail de l'ensemble des services. Vous êtes nombreux, chaque jour un peu plus, à vous sentir dévalorisés, déconsidérés. L'absence de confiance en vos compétences et votre investissement est de plus en plus difficile à vivre. Et pourtant, si ce bel outil qu'est l'École fonctionne, s'il peut accueillir (sans pause en cette fin d'année!) des promotions à forte volumétrie, c'est bien grâce à votre implication professionnelle, votre sens du service public et de vos missions.

A maintes reprises et au CTS du 5 novembre dernier, encore, nous avons alerté la direction sur l'existence et l'ancrage de risques psychosociaux dans un contexte où chacun est remis en cause dans ses missions et ne dispose plus d'une liberté de parole. La direction n'ignore rien mais choisit une ligne de conduite qui néglige « les petites mains » que nous sommes, lui permettant ainsi de ne pas remettre en cause un management défectueux. Il n'est pas question de dérouler le tapis rouge mais d'une juste reconnaissance du travail accompli dans des conditions difficiles.

Nous avons porté vos voix, nous ne sommes pas entendus. Nous avons demandé des conditions de travail saines et sereines. Mais la direction s'entête et se retranche invariablement derrière des supposés « manquements » du personnel sans les justifier ou la volumétrie des promotions.

Que dire du RIFSEEP et du CIA ? Pour le RIFSEEP, il est important de rappeler que le classement au sein de celui-ci a été un choix ministériel. Mais quid du CIA ? Vous êtes plusieurs à ne pas en bénéficier. Là encore des choix ont été faits par notre direction. Or le rythme auquel nous sommes tous soumis, quelles que soient nos fonctions, mérite de la reconnaissance. Qui plus est la différence est notable entre les sommes allouées aux directeurs de greffe, les attachés territoriaux et le reste du personnel.

L'injustice frappe à nouveau comme en 2018 nos collègues SA, adjoints administratifs et techniques, qui se voient lésés cette année. En effet, ils ne percevront rien pour l'année 2019. Ils participent tous au bon fonctionnement de cette école et on ne peut diriger avec iniquité.

Que dire des groupes de travail instaurés dans le cadre de la réforme de l'école ? Si deux des groupes ont portés des solutions et des idées, le groupe de travail n°1 dont le COPIL avait demandé la reprise se voit aujourd'hui imposer les choix de la direction.

Il s'agit par ce boycott de sanctionner un simulacre de dialogue qui ne sert que les apparences. Notre déclaration au dernier CTS était une mise en garde sérieuse. Elle n'a pas été entendue.

Les délégués syndicaux CFDT-CGT-UNSA ENG DIJON